



Jeune Genevois

Décembre 2020

Jeunes Libéraux-Radicaux Genève



GovTechs : Les start-ups au service de l'état

Par

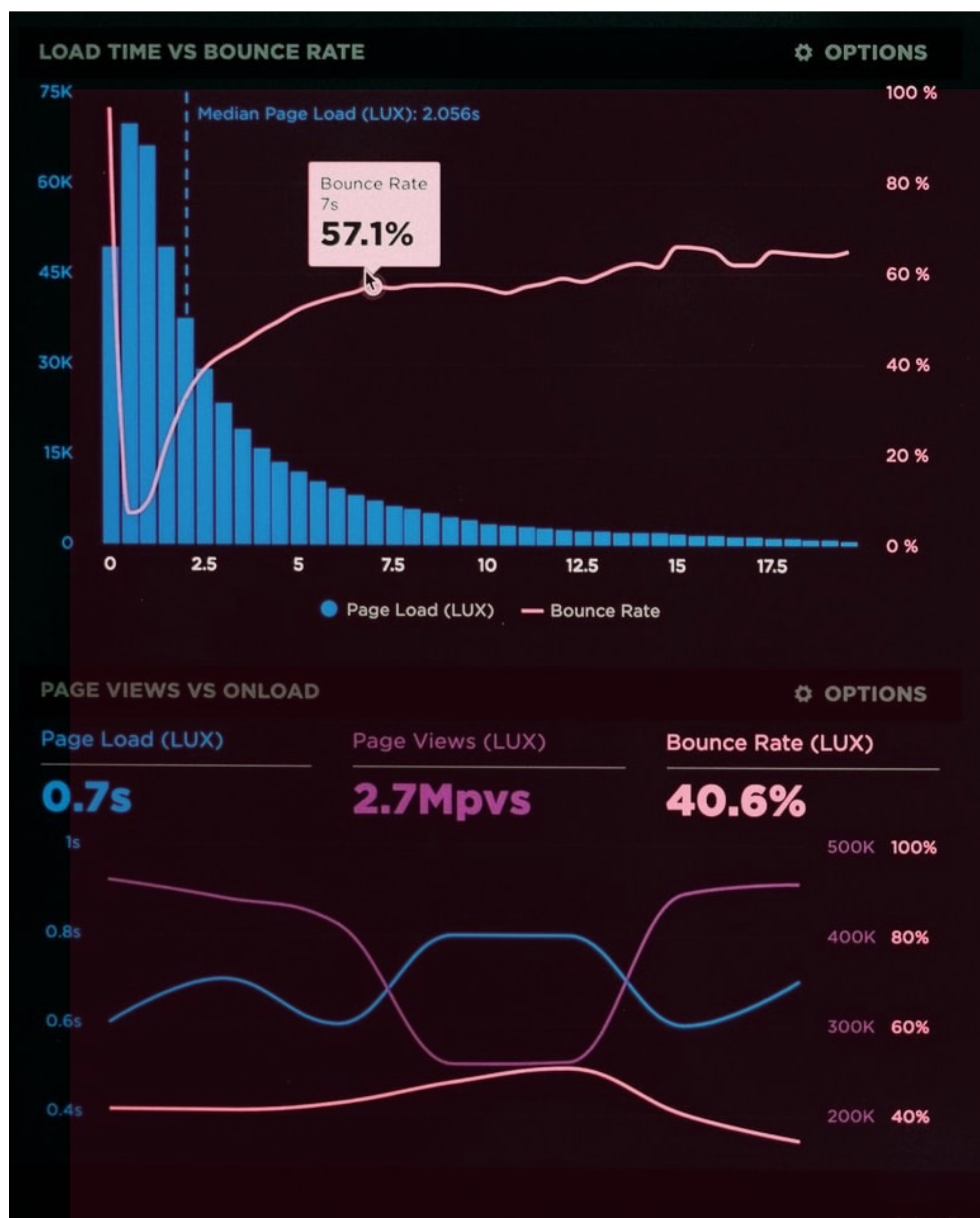
Joé Fivaz
Ivan Arnautov

Dans un monde où le progrès ouvre de nouveaux horizons et dépasse les standards existants dans les institutions et les modes d'organisation traditionnels, les hautes technologies arrivent pour offrir de nouvelles opportunités dans tous les secteurs. Dans cet article nous avons décidé de vous faire part, chers lecteurs, d'un **nouveau type d'instruments surnommé GovTech. Ce terme désigne l'ensemble des solutions technologiques permettant aux services publics de fonctionner de manière plus qualitative et efficace.**

La majorité de ces solutions technologiques sont développées par de jeunes start-ups. L'Europe est particulièrement bien dotée en la matière. Ce marché est assez nouveau et la majorité des start-ups ont été créées après 2014. Les solutions proposées varient de l'amélioration des systèmes de votation à la cartographie de services publics, ou encore à l'utilisation de l'intelligence artificielle par l'administration. **Le domaine est vaste et présente un grand potentiel de développement.**

Aujourd'hui, malgré la croissance rapide de toutes sortes de produits digitalisés, le large public reste peu informé concernant les perspectives de métamorphoses qui s'effectuent dans plusieurs pays et qui pourraient potentiellement jouer un rôle crucial dans l'avenir des services publics suisses.

Il est aujourd'hui essentiel de moderniser l'Etat et ses services afin de garantir une efficacité et une qualité des services optimale. Certains pays que l'on peut qualifier de « start-up nations » tels que l'Estonie l'ont bien compris. Ce petit pays balte de 1,3 millions d'habitants possède le plus gros ratio de start-ups par habitant. De nombreuses licornes (start-up qui possède une capitalisation de plus d'un milliard de dollars) telles que Skype ou TransferWise y sont nées. Le fameux programme X-Road lancé à la fin des années 1990 par ce même pays illustre bien la volonté de numérisation et de modernisation de l'Etat. L'essentiel du programme consiste en la création du statut d'e-citoyen et d'e-résidence. Ces statuts offrent la possibilité de créer des entreprises et des comptes bancaires depuis l'étranger sans nationalité estonienne de manière rapide et aisée. Cela a permis à un nombre de start-ups et d'entrepreneurs de s'implanter dans le pays. Plus récemment, le pays a créé le visa « Digital Nomads », afin de permettre aux auto-entrepreneurs du monde entier de vivre et travailler en Estonie pendant 1 an afin de «tester» le pays.



Le succès de la digitalisation n'est bien sûr pas qu'un privilège des « start-up nations ». D'autres acteurs majeurs de l'espace économique européen en illustrent bien la situation. Le Royaume-Uni est un lieu clé dans le monde des startups du secteur concerné. Des entreprises comme Datactics offrent la possibilité de traiter les données grâce à des algorithmes d'intelligence artificielle afin d'aider les administrations à optimiser leurs processus et la qualité de leurs services. D'autres firmes comme par exemple FutureGov se focalisent sur la construction des institutions publiques du 21ème siècle.

Il faut également noter que la Suisse n'est pas en retard et commence elle aussi à utiliser des solutions de type Govtech. La plateforme genevoise e-démarche en est un exemple. La majorité des services administratifs est désormais réalisable en ligne avec plus ou moins de facilité. De nombreuses GovTech y voient le jour, **notre pays se distingue particulièrement dans les technologies de e-voting impliquant la blockchain**. Grâce à son écosystème technologique de grande qualité, **la Suisse possède une bonne base pour le développement des GovTech**. À travers les pôles

technologiques tels que des EPFs et des universités mondialement reconnues, la Confédération helvétique assure la formation et la présence de spécialistes de rang mondial et du personnel qualifié dans le pays.

En ce qui concerne le climat d'investissement dans le pays, **les ressources financières sont abondantes, cependant les investisseurs suisses et européens sont encore trop frileux** pour investir les montants nécessaires à un réel essor des start-ups dans le secteur concerné. Il est encore trop difficile en Suisse, ainsi que dans une bonne partie des pays européens pour lever des fonds après le financement initial (seed-investment) des incubateurs. Cela pose un problème car il est central pour une start-up d'être rapide afin d'imposer son idée et dominer son marché sans avoir encourir le risque que son idée soit copiée. Afin d'avoir une croissance rapide, un généreux financement est essentiel pour toute start-up. Une simple croissance organique ne peut pas satisfaire le besoin des entreprises sortant sur le marché. Ce problème "européen" explique en partie la grande difficulté qu'a le vieux continent à développer des start-ups qui s'imposent au niveau mondial et produire des "licornes".

C'est pourquoi, il est essentiel d'encourager les administrations à utiliser et faire confiance à ces technologies. Un assouplissement du système légal est aussi essentiel afin de pouvoir adopter rapidement et pleinement ces systèmes. Les partenariats entre les secteurs privés et publics sont la clé de voûte de la digitalisation du pays.

Finalement, il existe une éventuelle crainte de certains investisseurs, ainsi que d'une partie de la population se souciant de la protection des données privées, d'une possibilité d'utilisation des données stockées par l'Etat dans des manipulations douteuses. Le scandale Cambridge Analytica (utilisation de données personnelles pour influencer les élections) démontre bien la dangerosité potentielle de ces technologies. Néanmoins **l'adoption d'une législation flexible et intelligente ainsi que la promulgation d'un cadre économique et technologique adaptée permettront un réel essor des GovTechs et de leurs utilisations par les administrations nationales**.



Les limites du fédéralisme dans la gestion de la crise du COVID

Par

*Hristina Stoyanova
Aude Echard*

Il est un célèbre passage du « Bourgeois Gentilhomme » de Molière dans lequel Monsieur Jourdain découvre avec surprise qu'il fait de la prose sans s'en rendre compte. En Suisse, le fédéralisme est tellement ancré dans les traditions du pays, voire dans les gènes de ses habitants, que si nous comparons notre pays au nombre des États centralisés dans le monde, nous constaterons que la Suisse fait du fédéralisme comme Monsieur Jourdain fait de la prose : sans s'en rendre compte*. Le modèle suisse fonctionne au maximum de ses potentialités aussi longtemps que les tensions entre le pouvoir central et celui des cantons sont à la fois puissantes et équilibrées. Toutefois, en période de crise, il s'avère beaucoup plus difficile de concilier l'autonomie des cantons avec la nécessité d'une harmonisation fédérale. Cette contribution vise à illustrer les limites du fédéralisme face à la gestion de l'épidémie du coronavirus, avec un regard particulier sur le canton de Genève.

La deuxième vague de nouvelles infections du Covid-19 met à mal le système politique suisse. **Si la décentralisation décisionnelle permet de mieux tenir compte des réalités du terrain et des différences cantonales, elle conduit à une véritable « cacophonie » en ce qui concerne l'application des mesures sanitaires.** L'absence de règles unifiées sur l'ensemble du territoire ralentit inutilement la sortie de la crise face à une pandémie qui se moque des frontières.



Le 18 octobre 2020, le Conseil fédéral a annoncé un certain nombre de mesures sanitaires dont le port du masque généralisé en Suisse, la limitation des manifestations privées à 15 personnes et la recommandation du télétravail. **Étant donné que les cantons peuvent aller plus loin que le Conseil fédéral, des disparités importantes émergent.** Entre Jura et Fribourg qui déclarent l'état de nécessité et Saint-Gall qui trouve que les mesures nationales vont déjà trop loin, la mise en balance des différents intérêts sanitaires, sociales, économiques et politiques est devenu très compliquée. En Valais, le port du masque est devenu obligatoire en permanence, y compris sur les lieux de travail clos publics et des entreprises privées. Au Tessin, le masque est obligatoire à l'extérieur si les mesures de distance ne peuvent pas être respectées. Cette Dans le canton de Genève, la fermeture des commerces, ainsi que des restaurants, bars, clubs, discothèques, salles de danse et des établissements ouverts au public ont des répercussions économiques négatives, dont nous ne pouvons pas encore mesurer l'ampleur. Dans les cantons alémaniques, les mesures sanitaires sont beaucoup moins strictes. A Zurich par exemple, les restaurants et les bars restent ouverts. Ces établissements ont l'obligation de collecter les données de contact et s'assurer que chaque table ne peut accueillir que quatre personnes au maximum, à l'exception des familles avec enfants.

A l’instar des mesures prises au niveau fédéral, ces établissements doivent rester fermés entre 23h et 6h.

Compte tenu de l’ampleur des mesures sanitaires prises par le Conseil d'Etat Genevois, une majorité de la population a de la peine à adhérer et à comprendre leur sens. En effet, le 1 novembre, le Conseil d’Etat annonce la fermeture des restaurants et des commerces qu'il juge “non essentiels “ sans aucun plan de soutien financier annoncé préalablement. Des commerçants fâchés et qui nagent dans le flou et des députés laissés-pour-compte sachant que la dernière séance du Grand Conseil s'est tenue deux jours auparavant.

Face à cette situation, la droite prend les devants, l'UDC Genève réclame une session extra-parlementaire et le PLR Genève dépose une motion urgente réclamant l'ouverture des commerces genevois pour autant que ces derniers respectent un plan de protection adéquat. Une motion dont nous pouvons nous réjouir face à la concurrence déloyale subie par nos commerçants. Mais elle ne sera qu’un outil de pression, jusqu'à la nouvelle session plénière. La commission législative ira par la suite dans le même sens en invitant le Conseil d’Etat à rouvrir les commerces dans les plus brefs délais. Les associations patronales et les commerçants font également pression sur l'exécutif, sous la forme de manifestations, communiqués de presse, et actions symboliques. Les activistes anti-covid s’y mettent aussi.

Toutes ces revendications sont le fruit d’une gestion de crise lacunaire. Cela s’explique par le fait que le Conseil d'Etat genevois semble subir la politique de la nouvelle instance politique, les hauts fonctionnaires de la santé. Le système politique Suisse laisse une grande autonomie aux cantons dans la gestion de la pandémie, créant donc une disharmonie des mesures plus ou moins importantes, qui génère un sentiment d’injustice et d'incompréhension auprès de la population. **Le fédéralisme est plausiblement “face à un mur” en temps de pandémie, si les cantons voisins communiquent mal entre eux et n’arrivent pas à se coordonner.**

Il est désormais nécessaire que le Conseil d’Etat genevois ainsi que les experts de la santé reprennent leurs rôles respectifs afin de mener une politique sanitaire cohérente et intercantonale. **Un alignement des mesures sanitaires doit être rapidement mis en place entre les cantons afin de lutter contre le tourisme d’achat, celui-ci étant contre-productif tant d’un point de vue sanitaire qu'économique.** Genève ne peut pas se permettre de faire cavalier seul, au détriment de son économie.

Cette disparité entre cantons pourrait-elle se résoudre à la création d’une cellule Covid intercantonale, ou l’amour du pouvoir est tel qu'aucun canton ne serait prêt à faire de consensus au bien-être de son voisin aussi faible que lui ?

* Nicolas Schmitt, *Le droit intercantonal comparé, reflet de l'essence même du fédéralisme*, in *Le Ges* 2012/3, p. 277

Bonnes fêtes !

Chers membres, Chers sympathisants,

C’est une année très spéciale qui s’achève tout bientôt et les fêtes sont toutes proches. 2020 a été une année pleine de surprises et d’incertitudes qui ont chamboulé notre quotidien en nous forçant à de constantes adaptations. Laissons derrière nous les mauvaises expériences et projetons-nous vers un avenir plus rayonnant. Que ces fêtes de fin d’année puissent donc marquer le début d’une année plus prospère. Au nom du comité des JLRG, je tiens à vous souhaiter une parfaite santé pour vous ainsi que vos proches, de la passion dans vos activités et beaucoup d'amour autour de vous durant toute l’année à venir !

Bonnes fêtes !



Davit Ghukasyan
Président